Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article259

Lettre aux Parents, aux Lycéens, aux Personnels de l'Établissement.

Qui lutte peut perdre, mais celui qui ne lutte pas à déjà perdu.

- Actualité des luttes - Retraites -

Date de mise en ligne : samedi 31 mai 2003

Description :

Le mouvement de protestation prend de l'ampleur aussi bien dans l'Education Nationale, dans le secteur public que dans le secteur privé. Il faut dire que le gouvernement refuse tout dialogue et toute négociation : personne à ce sujet n'est dupe et ce ne sont pas les apparitions lénifiantes de Raffarin sur TF1 qui changeront l'état d'esprit de ceux qui veulent défendre la retraite par répartition et les services publics. Aucun débat n'a même été amorcé : chacun a pu le constater :

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Le mouvement de protestation prend de l'ampleur aussi bien dans l'Éducation Nationale, dans le secteur public que dans le secteur privé. Il faut dire que le gouvernement refuse tout dialogue et toute négociation : personne à ce sujet n'est dupe et ce ne sont pas les apparitions lénifiantes du premier ministre, qui pourront ni nous rassurer, ni qui changeront l'état d'esprit de ceux qui veulent défendre et les services publics et la retraite par répartition. Aucun débat n'a même été amorcé : chacun a pu le constater :

pour avoir accès aux modifications en temps réel utiliser :

http://www.desoxy.lautre.net/montesquieu_herblay/article.php3?id_article=29

Lettre aux Parents, aux Lycéens, aux Personnels de l'Etablissement.

la décentralisation

La **décentralisation qui annonce la fin de l'Éducation Nationale,** s'accompagne désormais de textes complémentaires tout aussi alarmants :

- après le changement de nom du ministère [1] et les universités aux diplômes régionalisés,
- certains députés proposent de réviser la loi Falloux dans deux propositions de lois qui visent à financer les lycées privés à même hauteur que les lycées publics (égalité en volume qui plus est !).

Ministre de l'éducation, Luc Ferry a dit et écrit : « *Je ne suis pas demandeur de la décentralisation* » puis le même Ferry a, du jour au lendemain, changé d'avis et imposé son texte. Aujourd'hui, il propose de rencontrer les syndicats mais seulement pour décider de l'étalement des mesures annoncées !

- **Accepterons-nous la disparition annoncée de notre statut de la Fonction Publique d'Etat ?**

Accepterons-nous, comme le propose le Conseil d'Etat de négocier

- nos postes,
- notre rémunération
- nos conditions d'emploi au cas par cas ?

- Accepterons-nous en tant que citoyens que s'aggravent de manière considérable les disparités entre régions pauvres et régions riches, établissements bien dotés et établissements mal dotés ?
- Accepterons-nous longtemps que se développe la misère autour de nous ?

Il n'y a pas d'autre solution : Maintien de tous les personnels dans leur statut

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

d'origine
retrait du projet Darcos-Ferry !

La contre-réforme des retraites va dans le même sens : celui de la disparition de toutes les conquêtes démocratiques du dernier demi-siècle. Cotiser pendant 42 ans, tel est le projet à terme pour le public et le privé. Faire céder le public, ce n'est pas rechercher l'équité, mais c'est préparer le recul des acquis du privé et des autres statuts : voilà pourquoi d'autres secteurs nous rejoignent. Personne n'est dupe.

- Accepterons-nous de travailler plus longtemps et de perdre malgré tout de 15 à 40 % de notre retraite ?
- Accepterons-nous une décision prise dans le plus grand mépris de la démocratie et sans jamais prendre en compte d'autres propositions de financement, dont certaines sont proposées par les économistes les plus éminents ?
- Les agents des Impôts défilaient derrière une banderole : « *Nous, nous savons où sont les privilégiés et les richesses !* ».

Le gouvernement (Messieurs Raffarin et Fillon) nous dit : « *Cette réforme des retraites est la seule possible et elle ne fait pas baisser le niveau des retraites* » ; dans une phrase emberlificotée, ils ajoutent « *par rapport à ce que ce niveau aurait été si l'on n'avait rien fait* » (!). Aujourd'hui, le débat est clos et seul le passage en force est prévu.

Il n'y a pas d'autre solution :
Retrait des textes de Fillon et Balladur !

Que dire

- du budget annoncé comme « difficile » ?
- de la disparition des pions et des AE remplacés partiellement (-10 000 postes !) par un statut plus précaire ?
- de la multiplication de l'emploi de vacataires licenciés au bout de 200 heures ?
- de la disparition du statut même de TZR au mépris de la continuité du Service Public ?

Que dire enfin de l'avenir de la démocratie dans notre pays ?

- Les otages aujourd'hui ne sont pas les élèves, mais les professeurs tenus par leur conscience professionnelle !

- Aurons-nous le droit de faire grève seulement du 1 septembre au 1 mai ?
- Tous les mauvais coups seront-ils portés au mois de mai et si possible pendant les épreuves du bac ?

« Qui lutte peut perdre, mais qui ne lutte pas a déjà perdu »

---

[1] mars 2003 : arrêté du premier ministre : les références à éducation nationale sont supprimées dans toutes les appellation et les titres du ministre

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz